

Systematisation du webinaire: L'éducation de la petite enfance, moteur d'un développement holistique: relier les défis mondiaux aux innovations locales et nationales

Les 30 et 31 janvier, le cycle de mobilisation des connaissances et la communauté de pratique "Utiliser les Données Probantes pour l'éducation de la Petite Enfance: Promouvoir la justice éducative dès la petite enfance en Amérique latine et dans les Caraïbes" ont été lancés avec le premier webinaire consacré au contexte et à la pertinence de l'éducation de la petite enfance.

Le webinaire visait à **analyser l'éducation de la petite enfance en Amérique latine et dans les Caraïbes, en abordant ses défis et ses priorités d'un point de vue mondial, régional et pratique, et en soulignant son importance pour le développement de l'enfant. Il a mis l'accent sur le besoin d'investissement et de collaboration intersectorielle pour surmonter les obstacles structurels, et a exploré les expériences nationales avec des stratégies efficaces et des solutions adaptées pour servir les enfants ruraux, les communautés vulnérables et d'autres groupes prioritaires.**

Le premier sous-cycle a débuté par un bref discours de Raúl Chacón, directeur de KIX LAC - SUMMA, qui a souligné le travail effectué en 2024 dans le cadre du cycle Mobilisation et utilisation des données probantes dans l'éducation. Il a souligné le renforcement du réseau de collaboration dans la région et l'importance du nouveau cycle axé sur l'éducation de la petite enfance (EPE) en tant qu'espace clé pour identifier les besoins spécifiques et développer des initiatives adaptées aux exigences de chaque pays. Il a également souligné l'impact direct des efforts en matière d'éducation et de soins de la petite enfance sur la vie des enfants en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Pour clôturer les webinaires de ce premier sous-cycle, **Florencio Ceballos, spécialiste de programme principal au CRDI**, a réaffirmé que l'EPE est une priorité pour GPE-KIX en raison de son impact sur l'apprentissage, le développement de l'enfant, l'équité entre les sexes et l'efficacité du système éducatif. Il a souligné la contribution de l'organisation à travers la production de preuves, la mise à l'échelle des innovations et l'échange d'expériences entre les pays, à la fois pour combler les lacunes en matière de connaissances et pour la conception et la mise en œuvre des politiques publiques dans la région. Il a également souligné la récente publication du rapport **Early Learning : A Research Synthesis**, qui comprend les enseignements tirés de huit projets de recherche axés sur la petite enfance, en particulier sur des questions telles que i) le renforcement des systèmes d'apprentissage précoce, ii) la promotion des pédagogies basées sur le jeu, iii) la formation des enseignants, iv) la promotion de l'inclusion et de l'équité entre les sexes, et v) la participation de la communauté à l'éducation de la petite enfance. Enfin, il a réaffirmé l'engagement de GPE-KIX à renforcer l'éducation de la petite enfance en Amérique latine et dans les Caraïbes, en encourageant la collaboration régionale et la prise de décision fondée sur des données probantes afin d'obtenir un impact durable dans le secteur.

Exposants :

- **Dante Castillo**, directeur de la politique et des pratiques innovantes, SUMMA
- **Carlos González-Sancho**, analyste politique, division de la petite enfance et des écoles Direction de l'éducation et des compétences de l'OCDE
- **Eunice Deras**, directrice exécutive, Instituto Crecer Juntos (ICJ) El Salvador
- **Sisera Simon**, chef de la division des sciences humaines et sociales, Organisation des États des Caraïbes orientales (OECO)
- **Zoyah Kinkead-Clark**, maître de conférences en éducation de la petite enfance, University of the West Indies, Mona
- **Desirée López de Maturana**, vice-présidente régionale, Organisation mondiale pour l'éducation préscolaire (OMEP) Amérique latine
- **Claudia Lagos**, sous-secrétaire à l'éducation de la petite enfance, ministère de l'éducation, Chili
- **Belkis Hernández**, Sous-directeur général de l'éducation pré-baccalauréat, Ministère de l'éducation, Honduras
- **Astra McKenzie**, coordinatrice nationale de l'OECO - Programme for Educational Advancement & Relevant Learning (PEARL), ministère de l'éducation, Grenade
- **Agustín de la Varga González**, Responsable de l'éducation, Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes, UNICEF
- **Joa Keis**, spécialiste de l'éducation pour le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE)

Voici une brève description des présentations qui ont eu lieu pendant les webinaires.

Vue d'ensemble mondiale et régionale

L'éducation de la petite enfance au niveau mondial : quels sont les défis et que nous apprennent les données comparatives? Carlos González-Sancho, analyste politique, Division de la petite enfance et des écoles Direction de l'éducation et des compétences - OCDE

La présentation a coïncidé avec le lancement du volume VIII - **Réduire les inégalités en investissant dans l'éducation et l'accueil des jeunes enfants** - de la série de rapports Starting Strong de l'OCDE, dans lequel les principales conclusions de cette recherche ont été présentées.

Selon le rapport, une étude pilote menée dans trois pays (Angleterre, Estonie et États-Unis) a révélé que des écarts importants en matière d'alphabétisation, de mémoire de travail, de compétences socio-émotionnelles et d'autres aspects sont influencés par le statut socio-économique à l'âge de cinq ans. Ces différences sont dues à un accès inégal aux ressources en fonction du statut économique de la famille. Par exemple, les enfants issus de milieux plus favorisés sont davantage stimulés à la maison dans des domaines tels que la lecture, l'écriture et le calcul, ce qui se traduit par de meilleurs résultats.

Sur la base de ces résultats, l'influence de l'environnement familial sur l'apprentissage précoce de la lecture, de l'écriture et du calcul a été analysée, mettant en évidence les inégalités entre les groupes socio-économiques. Elle a également mis en évidence le rôle de l'éducation et de l'accueil des jeunes enfants (EAJE) en tant que stratégie visant à

réduire ces écarts. Toutefois, si ce type d'intervention profite à tous les enfants, il ne permet pas nécessairement de combler les écarts à long terme.

Le rapport propose de concevoir des systèmes éducatifs qui donnent la priorité aux enfants les plus vulnérables afin de réduire les inégalités. En outre, il met en garde contre les lacunes persistantes dans l'accès à des services de haute qualité dans un certain nombre de pays, y compris des pays de l'OCDE. Il met également l'accent sur l'augmentation de la diversité linguistique et sociale dans les établissements d'enseignement et sur la nécessité d'adapter les politiques et les pratiques pour répondre efficacement à ces changements.

Ce rapport a fondé son analyse sur des consultations avec les pays membres (22), des discussions avec des experts et des données de l'OCDE. Il présente une feuille de route politique pour l'EAJE dans le but de promouvoir l'équité et l'inclusion à long terme sur la base de **cinq domaines clés** :

- (1) **Réduire les écarts de participation**, en éliminant les obstacles pour les groupes vulnérables ;
- (2) **Renforcer les interactions significatives** entre les enfants et les éducateurs, en donnant la priorité à la qualité du processus éducatif ;
- (3) **Faire en sorte que l'éducation et la formation des jeunes enfants soient ouvertes à tous**, en tenant compte de la diversité culturelle, linguistique et socio-économique ;
- (4) **Relier les services d'éducation et de protection de la petite enfance aux familles, aux écoles et aux communautés**, afin d'assurer la continuité de l'éducation ; et
- (5) **Améliorer la gouvernance et le financement** pour assurer la durabilité.

En ce qui concerne le premier point, les principaux obstacles à la participation sont soulignés :

- **Coût et accessibilité** : l'éducation de la petite enfance dépend encore largement du financement privé des familles, ce qui rend l'accès difficile pour les enfants défavorisés. L'investissement public dans ce niveau d'éducation est très variable, ce qui entraîne des inégalités d'accès.
- **Facteurs culturels et sociaux** : dans certaines sociétés, des valeurs traditionnelles persistent et influencent la faible participation des enfants aux programmes d'éducation de la petite enfance. Par exemple, dans les pays où une plus grande proportion de la population pense que le travail rémunéré des mères a un impact négatif sur les enfants, les taux d'inscription dans les programmes d'éducation de la petite enfance ont tendance à être plus faibles.
- **Lacunes dans la fourniture et la qualité des services** : des lacunes importantes subsistent dans la couverture et la réglementation de la qualité des services d'éducation de la petite enfance. Dans de nombreux pays, les enfants défavorisés ont moins de chances d'avoir accès à des services réglementés et de qualité, ce qui perpétue les inégalités dès le plus jeune âge.

Le rapport propose également des principes transversaux tels que la **combinaison d'approches universelles et ciblées**, c'est-à-dire la combinaison de politiques bénéficiant à tous les enfants (stratégies universelles), telles que les cadres réglementaires, les

programmes d'études de qualité et la formation des enseignants, avec des mesures spécifiques pour les plus vulnérables (stratégies ciblées), ainsi que **l'alignement des services d'accueil et d'éducation de la petite enfance sur d'autres services.**

Enfin, pour l'Amérique latine et les Caraïbes, il a été souligné que, bien que le rapport soit basé sur des données provenant de pays à revenu élevé, de nombreux défis sont partagés. Il a été mentionné qu'alors que les pays de l'OCDE sont confrontés à un contexte de faible fécondité qui pourrait libérer des ressources pour les enfants, dans la région de l'Amérique latine, la croissance démographique génère une plus grande demande d'investissement dans l'éducation et la garde d'enfants. Le rapport souligne également que certains pays sont parvenus à étendre la couverture des services d'accueil de la petite enfance en réduisant les écarts socio-économiques, tandis que dans d'autres, l'expansion a creusé les inégalités, ce qui met en évidence l'importance de politiques bien conçues. Enfin, il soulève la possibilité de renforcer les approches intersectorielles en Amérique latine, étant donné que dans certains pays, les politiques fonctionnent encore de manière isolée.

Pour visionner l'intégralité de la présentation, cliquez sur ce [lien](#) (Session 1 : de la minute 31 à l'heure 50).

Idées clés sur le financement inclusif pour surmonter les défis structurels | Joa Keis, spécialiste de l'éducation - Partenariat mondial pour l'éducation (GPE)

La présentation a mis en évidence le fait que l'éducation de la petite enfance est le domaine dans lequel les systèmes de données sont les moins développés (en termes de quantité et de qualité) et, en même temps, les moins financés. Il a été expliqué que, bien qu'il existe des preuves solides de l'importance d'investir dans la petite enfance pour améliorer les résultats éducatifs à long terme, le manque de données au niveau national rend difficile la formulation de politiques efficaces.

Certaines stratégies innovantes qui ont donné des résultats prometteurs en matière de financement de l'éducation préscolaire ont été mises en évidence :

- **Budgétisation axée sur les résultats :** l'expérience de pays tels que le Pérou et peut-être la Colombie a montré que cette approche peut renforcer les systèmes de données nationaux et les mécanismes d'assurance qualité.
- **Partenariats public-privé :** en Asie centrale, des pays comme le Kirghizstan et le Tadjikistan ont élaboré des politiques nationales de partenariat public-privé pour élargir l'accès à l'éducation de la petite enfance, qui pourraient servir de référence à l'Amérique latine et aux Caraïbes.
- **Modèle de cofinancement du GPE :** le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) utilise une approche de financement mixte, où le soutien de partenaires multiples (banques multilatérales, ONG, secteur privé) est canalisé vers des réformes prioritaires. Un exemple marquant de ce modèle est celui du Salvador, qui a concentré ses efforts sur l'apprentissage en ligne pour l'éducation préscolaire.

D'autre part, il met en garde contre la tendance à se concentrer uniquement sur le volume de financement, sans tenir compte de son équité et de son efficacité. Compte

tenu de la disponibilité limitée des ressources dans la région, il est essentiel de **mettre en œuvre des stratégies de financement rentables fondées sur des études scientifiques solides qui démontrent leur viabilité et leur évolutivité.**

L'importance du dialogue politique et du plaidoyer pour s'assurer que les gouvernements allouent des ressources adéquates à l'éducation préscolaire a également été soulignée au cours de la présentation. L'opportunité de tirer parti des systèmes de gouvernance décentralisés a été soulignée, car les autorités locales disposent de budgets qu'elles peuvent allouer à l'éducation préscolaire. À cette fin, il est recommandé d'étendre le dialogue au-delà du niveau central, en impliquant les acteurs locaux pour orienter les ressources vers l'apprentissage précoce et remédier aux inégalités dans l'accès à l'éducation.

L'Amérique latine et les Caraïbes ont été les premiers à proposer des modèles d'intervention communautaires et multisectoriels pour l'éducation et le développement de la petite enfance. Malgré les difficultés financières, les participants se sont montrés optimistes quant au potentiel de ces approches à étendre la couverture des services d'éducation et de soins de la petite enfance dans la région. En outre, le rôle clé d'initiatives telles que KIX-LAC dans la production de données probantes et leur intégration dans les politiques gouvernementales a été souligné.

Joa a conclu en réaffirmant l'importance du travail collaboratif pour renforcer le financement des services d'éducation et de formation tout au long de la vie et garantir son impact à long terme.

Pour visionner l'intégralité de la présentation, cliquez sur ce [lien](#) (Session 2 : de 1:57 à 2:05)

La pertinence de l'éducation précoce en Amérique latine et dans les Caraïbes : Agustín de la Varga González, Responsable de l'éducation, Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes - UNICEF

La petite enfance, entre 0 et 3 ans, est une étape cruciale dans le développement des enfants. L'UNICEF souligne que c'est au cours de ces premières années que se forment les bases du développement cérébral, qui influencent directement les capacités cognitives, émotionnelles et sociales des individus. Les expériences vécues pendant cette période déterminent dans une large mesure l'avenir des enfants, c'est pourquoi il est essentiel de leur assurer un environnement sûr, épanouissant et stimulant.

La petite enfance est également considérée comme un facteur déterminant de la réussite scolaire et sociale ultérieure. Des études ont montré que l'investissement dans l'éducation préscolaire est très rentable en termes de développement humain, de productivité économique et de réduction des inégalités. L'absence d'une éducation de qualité à ce stade peut avoir des coûts importants pour la société à l'avenir, car elle a un impact négatif sur la santé, les résultats scolaires et les possibilités d'emploi des enfants.

D'autre part, si des progrès ont été réalisés dans la mise en œuvre de politiques globales et de normes de qualité dans le domaine de l'éducation de la petite enfance, d'importants **défis** subsistent. Il s'agit notamment d'un **manque de coordination interinstitutionnelle**,

d'un financement insuffisant et d'un manque de données fiables pour le suivi du développement de l'enfant.

Pour relever ces défis, un certain nombre de pays ont mis en œuvre des stratégies innovantes, notamment

- **Programmes de soutien à la parentalité** : axés sur le renforcement du lien parent-enfant et l'amélioration des pratiques parentales.
- **Réseaux de protection de l'enfance** : assurer le bien-être et la sécurité des enfants en situation de vulnérabilité.
- **Soins de santé mentale pour les soignants et les enseignants** : Reconnaître l'impact du bien-être des adultes sur le développement des enfants.
- **Intégrer le changement climatique dans les politiques de la petite enfance** : chercher à réduire les impacts environnementaux sur le développement des enfants.

Compte tenu de ce qui précède, il est essentiel de donner la priorité à l'accueil de la petite enfance afin de réduire les inégalités et de promouvoir un développement équitable. À cette fin, il est recommandé

- **Renforcer le cadre juridique** qui garantit les droits des enfants à ce stade.
- **Accroître les investissements dans l'éducation de la petite enfance** afin d'améliorer l'accès et la qualité des services.
- **Améliorer les systèmes de suivi** afin d'obtenir des données fiables pour de meilleures stratégies d'intervention.
- **Impliquer différents acteurs** (gouvernements, société civile et secteur privé) pour assurer la durabilité des initiatives.

En conclusion, la petite enfance représente une occasion unique de transformer l'avenir des sociétés. Investir dans le développement précoce des enfants ne profite pas seulement aux individus, mais contribue également au progrès économique et social des pays.

Pour visionner l'intégralité de la présentation, cliquez sur ce [lien](#) (Session 2 : de 1:30 à 1:55)

Contexte général et défis structurels en Amérique latine et dans les Caraïbes | Dante Castillo, Directeur des politiques et pratiques innovantes - SUMMA

La présentation aborde les principaux défis en matière d'éducation et d'accueil de la petite enfance en Amérique latine et dans les Caraïbes, en soulignant l'importance de fonder les politiques sur des données probantes afin de réduire les écarts en termes d'accès et de qualité. Les inégalités en matière de couverture dépendent à la fois de facteurs socio-économiques et de la situation géographique, affectant particulièrement les zones rurales, mais aussi les zones urbaines et périurbaines où les taux de pauvreté sont élevés. En outre, la faible participation des familles à l'éducation préscolaire représente un défi supplémentaire.

Un autre facteur clé est l'insuffisance des investissements publics à ce niveau d'éducation, aggravée par la fragmentation de la formulation des politiques, qui limite leur cohérence

avec les besoins de chaque pays. C'est pourquoi l'accent est mis sur l'urgence d'investir davantage et mieux dans les politiques de la petite enfance.

Les autres défis mentionnés ci-dessous s'inscrivent dans un contexte institutionnel et culturel :

- **Manque d'institutionnalisation de la formation des enseignants de la petite enfance** : la professionnalisation et la reconnaissance des enseignants dans la région restent limitées. Bien qu'il y ait eu des efforts dans ce domaine, par exemple dans la façon dont les enseignants de la petite enfance sont reconnus par les systèmes éducatifs, des politiques sont encore nécessaires pour renforcer l'éducation et la formation de ces professionnels, ainsi que pour améliorer leurs conditions de travail et leur statut au sein du système. De cette manière, les données suggèrent que l'amélioration de la formation des enseignants de l'EPE est plus susceptible de conduire à des améliorations significatives dans le développement des enfants à long terme.
- **Conceptions sociales et culturelles** : on estime que les centres d'éducation de la petite enfance sont principalement des espaces de soins de base et ne sont pas conçus comme des espaces pour le développement pédagogique, socio-émotionnel et intégral des enfants, qui a une influence directe sur leur trajectoire éducative ultérieure.
- **Stéréotypes de genre dans la garde d'enfants** : la majorité des éducateurs de l'EPE sont des femmes, en grande partie parce qu'elles sont souvent associées à la garde d'enfants à l'intérieur et à l'extérieur de la famille. Cela a des conséquences non seulement pour les femmes au sein de la famille, mais aussi sur le lieu de travail. Il est donc nécessaire d'évoluer vers des modèles de coresponsabilité, dans lesquels tous les membres de la famille devraient jouer un rôle dans la formation initiale et la prise en charge des enfants.
- **Le déficit de recherche comme obstacle principal à l'amélioration du secteur** : Bien qu'il y ait eu une augmentation des preuves concernant le DPE, il y a encore un grand manque de connaissances sur le DPE dans la région, ainsi qu'un manque de financement pour développer la recherche. En outre, même lorsqu'il existe des données provenant d'autres régions, elles doivent être contextualisées pour être utilisées dans la pratique et la politique en Amérique latine et dans les Caraïbes. Il est donc impératif de renforcer la production et l'utilisation des connaissances dans la région.

Enfin, l'importance d'encourager le travail collaboratif et, en particulier, le partage et l'échange de connaissances afin de trouver des idées novatrices et durables pour le développement de la petite enfance a été soulignée.

Pour visionner l'intégralité de la présentation, cliquez sur ce [lien](#) (Session 1 : de la minute 18 à la minute 28).

Le rôle de la société civile dans l'éducation préscolaire : innovations pédagogiques et inclusion | Desirée López de Maturana, vice-présidente régionale - Organisation mondiale pour l'éducation préscolaire (OMEP) Amérique latine

Au cours de la présentation, l'**urgence de garantir le droit à l'éducation de la petite enfance** a été soulignée, en insistant sur le fait que l'accès universel n'a pas encore été atteint et que les progrès dépendent de l'engagement de l'État à rendre l'éducation de la petite enfance obligatoire. Actuellement, de nombreuses familles rencontrent des difficultés pour accéder à l'éducation de la petite enfance en raison du manque de services publics accessibles et de la dépendance à l'égard des prestations sociales qui, lorsqu'elles sont perdues, privent les enfants de l'accès à l'éducation.

Dans cette optique, il est important de **promouvoir les débats et les consensus**, en reconnaissant que certains pays ont réalisé des progrès significatifs et peuvent servir de référence. Il en découle la nécessité de **repenser l'éducation et la société dans une perspective plus créative**, en abordant la crise comme une opportunité de transformation. Dans ce contexte, **il est important de reconnaître le rôle des organisations non gouvernementales et des alliances stratégiques** pour influencer les politiques publiques, générer des connaissances et renforcer l'éducation de la petite enfance dans les secteurs vulnérables. Toutefois, cela pose encore des problèmes tels que le **manque de reconnaissance et de financement des programmes non formels** créés pour atteindre les communautés rurales et isolées. Au Chili, par exemple, 17 modalités de programmes non formels ont été élaborées et se sont avérées efficaces, mais leur durabilité dépend de la volonté politique et de ressources adéquates.

D'autre part, l'importance d'adopter une **approche d'apprentissage dialogique**, basée sur une participation horizontale entre les institutions, les communautés et les familles, a été soulignée. Ce modèle, appliqué dans certains pays de la région, cherche à construire la citoyenneté avec et pour les enfants, en promouvant la coresponsabilité dans la protection de l'environnement et l'inclusion sociale. Le rôle de la culture en tant que catalyseur de l'inclusion et l'importance de donner la priorité au potentiel plutôt qu'aux lacunes des enfants issus de groupes traditionnellement défavorisés ont également été soulignés.

Enfin, la présentation a souligné que la réussite éducative augmente lorsque l'on passe de modèles de tutelle à la reconnaissance des enfants en tant que sujets de droits, et lorsque les familles ne reçoivent pas seulement des informations, mais participent activement à la prise de décision et à l'évaluation des processus éducatifs. Cette approche a déjà montré des résultats positifs au Honduras et au Guatemala, démontrant qu'**une éducation plus inclusive et basée sur la communauté est possible grâce à la collaboration de tous les acteurs du système**.

Pour visionner l'intégralité de la présentation, cliquez sur ce [lien](#) (Session 1 : de 2:12 à 2:33)

La pertinence de l'éducation de la petite enfance. Impacts et défis | Sisera Simon, Chef de la Division des Sciences Humaines et Sociales - OECS

La présentation consiste en une analyse de l'éducation de la petite enfance dans les pays membres de l'Organisation des États des Caraïbes orientales, avec un accent particulier sur 11 États - cependant, les données présentées sont basées sur 9 de ces pays - principalement des pays anglophones.

La stratégie régionale est présentée, qui se concentre sur l'amélioration de la qualité de l'éducation, la garantie de l'accès aux services d'éducation de la petite enfance et le renforcement du développement professionnel des enseignants et de la gestion des écoles. Elle cherche également à aligner ces efforts sur les objectifs de développement durable (ODD), notamment en ce qui concerne la préparation des enfants à l'éducation formelle avant l'âge de cinq ans. Elle souligne également l'importance de la Convention relative aux droits de l'enfant, en veillant à ce que les politiques éducatives respectent les droits et les besoins de développement des enfants.

Compte tenu de ce qui précède, un certain nombre de défis se sont présentés:

- **Accès aux services d'éducation de la petite enfance:** historiquement, l'éducation de la petite enfance dans ces pays est passée de l'église et de la communauté à un système largement privé. Malgré les efforts des gouvernements, de nombreux enfants n'ont toujours pas accès à une éducation préscolaire de qualité. En 2022, seuls 21 % des enfants de 0 à 3 ans et 63 % des enfants de 5 ans étaient inscrits dans un établissement préscolaire, laissant quatre enfants sur dix sans préparation précoce, ce qui affecte l'équité et le développement de l'enfant.
- **Manque de normalisation dans la dénomination et la réglementation des centres d'éducation de la petite enfance :** certains pays les appellent centres d'éducation de la petite enfance, tandis que d'autres les classent dans la catégorie des crèches ou des écoles maternelles, même s'ils fournissent des services combinés. Ce manque d'harmonisation entrave la mise en œuvre de politiques cohérentes et rend difficile la mesure de l'impact éducatif du secteur.
- **Nombre élevé d'enseignants et de soignants sans formation spécialisée :** de nombreuses personnes travaillent dans ce secteur par vocation, mais n'ont pas de qualifications formelles en matière d'éducation de la petite enfance, ce qui affecte la qualité de l'apprentissage. En outre, le secteur est très féminisé, avec une faible présence masculine dans l'éducation de la petite enfance. Des facteurs tels que le manque d'accès aux possibilités de formation, le coût élevé de la formation et l'absence d'incitations ont limité la professionnalisation des éducateurs.
- **Ratio enfants/personnel soignant :** il est en moyenne de 17:1, ce qui est supérieur aux recommandations internationales. Ce ratio rend la prise en charge difficile et le développement de pratiques pédagogiques appropriées. Bien que certains pays aient progressé dans la création de programmes de formation, comme à Antigua-et-Barbuda, où des cours de formation continue des enseignants ont été mis en place, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir dans la région.
- **Le financement de l'éducation de la petite enfance reste insuffisant :** Avec un investissement moyen de seulement 3 % des dépenses totales d'éducation dans les pays membres. Ce chiffre est nettement inférieur aux niveaux d'investissement dans l'enseignement primaire et secondaire. Un écart important dans les dépenses par enfant est évident, ce qui suggère la nécessité de donner la priorité à l'investissement dans cette étape cruciale du développement de l'enfant.
- **Absence de programme harmonisé pour l'éducation de la petite enfance :** bien que certains pays aient adopté des modèles internationaux performants, tels que HighScope à la Grenade, il est encore nécessaire de poursuivre l'adaptation culturelle et la contextualisation du contenu de l'enseignement. Les normes d'enseignement sont déficientes et l'alignement sur l'enseignement primaire est

insuffisant, ce qui se traduit par une transition non structurée entre les deux niveaux.

D'autre part, certaines des stratégies et des solutions mises en place pour relever les défis mentionnés ci-dessus sont présentées ci-dessous.

- **Élaboration d'un cadre régional pour les programmes d'études** : une structure commune a été créée pour garantir que les programmes d'études nationaux respectent des principes et des normes communs. En outre, un nouveau programme pour l'école maternelle, aligné sur l'enseignement primaire, est en cours d'expérimentation.
- **Approche interministérielle de l'éducation de la petite enfance** : une collaboration plus étroite est encouragée entre les ministères de la santé, de l'éducation, du développement social et d'autres secteurs, dans le but d'améliorer la fourniture de services complets à la petite enfance.
- **Évaluations en lecture et en mathématiques** : des tests ont été mis en place pour les élèves de deuxième année afin de mesurer l'impact de l'éducation de la petite enfance sur les résultats scolaires ultérieurs et de détecter rapidement les lacunes.
- **Cadres législatifs** : la nécessité de revoir ou d'améliorer les politiques en faveur de la petite enfance est mise en avant. Toutefois, des difficultés ont été identifiées dans la supervision et l'application des normes de qualité dans les écoles. Les gouvernements cherchent à renforcer la surveillance et la réglementation du secteur afin de garantir de meilleures conditions d'enseignement et d'apprentissage.
- **Formation des enseignants par le biais de plateformes numériques** : la plateforme MyPD a été développée, où les enseignants peuvent accéder à des modules de formation dans des domaines clés de l'éducation de la petite enfance. Cette approche vise à faciliter la formation continue et à améliorer la qualité du personnel éducatif.

Enfin, il est conclu que, bien que des progrès aient été réalisés dans le développement de l'éducation de la petite enfance dans la région, d'importantes inégalités persistent en matière d'accès et de qualité des services. Il est reconnu que l'éducation de la petite enfance ne doit pas être traitée uniquement comme une priorité éducative, mais comme une question transversale qui implique la santé, le développement social et l'équité entre les sexes.

En renforçant la formation des enseignants, en augmentant les investissements dans l'éducation de la petite enfance et en mettant en œuvre des politiques plus inclusives, l'OECD vise à faire en sorte que davantage d'enfants puissent accéder à l'éducation de la petite enfance.

Les enfants doivent avoir accès à des services éducatifs de qualité et ceux-ci doivent avoir un impact positif sur leur développement à long terme. Grâce à une meilleure réglementation et à des approches fondées sur des données probantes, on espère que

dans les années à venir, l'éducation de la petite enfance dans la région deviendra plus accessible, plus équitable et plus efficace pour préparer les enfants à l'éducation formelle.

Pour visionner l'intégralité de la présentation, cliquez sur ce [lien](#) (Session 1 : de l'heure 1:04 à l'heure 1:24)

Zoyah Kinkead-Clark, maître de conférences en éducation de la petite enfance - University of West Indies, Mona

La présentation a examiné l'éducation et la protection de la petite enfance dans les Caraïbes, en mettant l'accent sur la **qualité de l'éducation, la collaboration intersectorielle et le rôle du monde universitaire dans la formulation et la mise en œuvre des politiques**. Bien que les pays de la région aient progressé dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), des facteurs tels que les catastrophes naturelles et la pandémie de COVID-19 ont entraîné d'importants reculs. La crise sanitaire a entraîné la fermeture de nombreuses institutions d'éducation de la petite enfance et la perte de nombreux emplois d'enseignants, ce qui a gravement nui à l'accès des enfants à l'éducation préscolaire. En outre, des zones connues sous le nom de "déserts éducatifs" persistent, où les enfants doivent parcourir de longues distances pour accéder à un centre d'éducation de la petite enfance, ce qui limite leur fréquentation régulière.

Sur la base de ce qui précède, trois dimensions clés se dégagent de l'examen de la qualité de l'éducation dans les Caraïbes :

1. **La qualité du processus**, qui se réfère aux expériences des enfants dans l'environnement éducatif et à l'interaction avec les enseignants.
2. **La qualité structurelle**, qui couvre l'infrastructure, les ressources et les conditions des centres d'éducation de la petite enfance.
3. **Qualité du système**, y compris la politique, la réglementation, le financement et la gouvernance du secteur.

Si la qualité des processus est le facteur le plus influent sur le développement de l'enfant selon la littérature académique, dans les Caraïbes, la qualité du système a également été identifiée comme jouant un rôle déterminant. En ce sens, l'absence d'une structure réglementaire unifiée a engendré des inégalités dans l'accès et la qualité des services dans les différents pays.

Dans cette optique, les principaux défis auxquels la région est confrontée en termes de qualité du système sont les suivants :

- **Faible niveau d'investissement dans la petite enfance**. Selon l'OCDE, les pays devraient consacrer au moins 1 % de leur PIB à l'éducation de la petite enfance, mais dans de nombreux pays des Caraïbes, ce chiffre est nettement inférieur. En outre, le manque de financement a un impact sur l'élaboration de politiques globales, ce qui rend difficile l'extension des programmes d'éducation de la petite enfance et l'amélioration de la qualité des services.

- **Formation spécialisée pour les enseignants.** Bien que certains pays, comme la Barbade, aient un pourcentage élevé d'enseignants titulaires d'un diplôme universitaire, tous n'ont pas de spécialisation dans l'éducation de la petite enfance. En Jamaïque, bien que 98 % des enfants âgés de 3 à 5 ans soient inscrits dans l'enseignement préprimaire, seuls 49 % des enseignants ont un diplôme universitaire dans ce domaine. Le problème est aggravé par la faible rémunération des éducateurs de la petite enfance, qui n'incite pas à devenir et à rester professionnel dans ce secteur.
- **Normalisation des programmes d'études et des outils d'évaluation.** Contrairement à d'autres régions, les Caraïbes manquent d'instruments validés pour mesurer la qualité de l'éducation, en particulier en ce qui concerne la qualité des processus. Bien que certains pays, comme la Jamaïque, aient mis au point des outils tels que le Classroom Observation Tool (COTS), ceux-ci ne font pas de distinction adéquate entre les groupes d'âge 0-2, 3-5 et 6-8, ce qui limite leur efficacité.

Sur la base des défis susmentionnés, diverses stratégies et solutions mises en œuvre dans la région sont présentées :

1. Création de commissions intersectorielles :

- En Jamaïque, la Commission de la petite enfance coordonne l'éducation de la petite enfance avec les ministères de la santé et de la sécurité sociale, en répondant de manière globale aux besoins des enfants de la naissance à l'âge de 8 ans.
- En Guyane, l'unité chargée de la petite enfance au sein de l'agence de protection et de soins de l'enfance (Child Care and Protection Agency) se concentre sur la protection des enfants et sur la mise en place de pratiques éducatives plus structurées et plus spécialisées.

2. Renforcer la formation des enseignants :

- Des programmes de formation pour les éducateurs ont été mis en œuvre dans des pays comme Antigua-et-Barbuda, où des cours de formation en cours d'emploi ont été élaborés pour améliorer la qualité du personnel éducatif.
- Certains pays ont mis en place des programmes de formation dans les universités et les instituts de formation des enseignants, bien que des obstacles financiers à l'accès à ces programmes persistent.

3. Innovations menées par le monde universitaire :

- Des institutions telles que l'Université des Indes occidentales (UWI) ont mis en place des initiatives telles que Reach Up and Learn et Roving Caregivers, qui forment les soignants et les enseignants aux méthodes d'enseignement pour la petite enfance.
- Des projets de formation en cours d'emploi ont également été mis en œuvre, dans le cadre desquels les éducateurs reçoivent une formation sans avoir à quitter leur travail, ce qui garantit une amélioration progressive de la qualité du secteur.

4. Promouvoir une approche intersectorielle :

- La pauvreté des enfants étant un problème important dans les Caraïbes, les programmes d'éducation cherchent à intégrer les politiques de

développement social, de santé et de nutrition afin de mieux répondre aux besoins des enfants les plus vulnérables.

- Dans certains pays, des subventions pour l'enseignement primaire ont été mises en place mais ne sont pas étendues aux enfants de moins de six ans, ce qui représente une lacune dans la prise en charge de la petite enfance.

Enfin, quelques conclusions et recommandations ont été présentées. Malgré les progrès réalisés dans l'élargissement de l'accès à l'éducation de la petite enfance dans les Caraïbes, des lacunes importantes subsistent au niveau de la qualité, de la réglementation et du financement. Il est recommandé de

- **Augmenter l'investissement dans l'éducation de la petite enfance, en** veillant à ce que le financement soit suffisant pour garantir des services de qualité.
- **Renforcer la formation des enseignants**, en améliorant les conditions salariales et en offrant davantage de possibilités de spécialisation.
- **Développer des outils d'évaluation standardisés**, permettant de mesurer plus efficacement la qualité des processus éducatifs.
- **Promouvoir des approches intersectorielles**, en veillant à ce que l'éducation de la petite enfance soit intégrée aux services de santé et de protection sociale.

Dans l'ensemble, l'éducation de la petite enfance dans les Caraïbes a progressé en termes de couverture, mais reste confrontée à des défis structurels qui nécessitent une plus grande coordination entre les gouvernements, les universités et les agences internationales. Grâce à une approche plus globale et à des investissements soutenus, le secteur peut évoluer vers un modèle plus équitable et de meilleure qualité pour tous les enfants de la région.

Pour visionner l'intégralité de la présentation, cliquez sur ce [lien](#) (Session 1 : de 1:42 à 2:07)

Aperçu national

El Salvador: Politiques globales pour la petite enfance. Eunice Deras, directrice exécutive - Instituto Crecer Juntos (ICJ) - El Salvador

Le Salvador a mis en œuvre la politique Crecer Juntos en 2019, une initiative intersectorielle menée par la Première Dame pour assurer le **développement complet de la petite enfance**, de la gestation à l'âge de 8 ans. Avec près de 800 000 enfants dans cette tranche d'âge, des réformes et des stratégies axées sur leur bien-être ont été promues.

Cependant, ce processus n'a pas été mené seul ; le Chili, la Colombie et l'Uruguay ont été mis en avant comme des références internationales en matière d'éducation de la petite enfance et ont servi d'inspiration au Salvador pour l'adoption de bonnes pratiques. Des équipes salvadoriennes se sont même rendues dans ces pays pour s'informer sur des initiatives telles que "Chile Crece Contigo" et la Junta de Jardines Infantiles, dans le cadre du développement d'un réseau de centres de la petite enfance dotés d'équipes pluridisciplinaires.

Le pays a mis à jour son cadre juridique avec des lois clés telles que *Nacer con Cariño*, qui promeut un accouchement respectueux, *Crecer Juntos*, qui protège la petite enfance, l'enfance et l'adolescence, et *Amor Convertido en Alimento*, qui promeut l'allaitement maternel. En outre, un modèle de soins complet a été conçu avec des approches flexibles pour s'adapter à la dynamique familiale et professionnelle.

Cette politique s'articule autour de quatre axes : la **santé et la nutrition, l'éducation et les soins, les environnements protecteurs et la protection des droits**. Dans le domaine de l'éducation, le programme "Ma nouvelle école" se distingue en modernisant les infrastructures et les programmes scolaires et en intégrant les nouvelles technologies. La collection *Árbol de Vida* (Arbre de vie) a également été lancée, un projet qui comprend un plan de lecture, d'écriture et de compétences orales pour la petite enfance au Salvador. Cette collection vise à renforcer l'identité culturelle par le biais d'histoires et de traditions pour l'éveil de la petite enfance.

Un autre pilier essentiel a été la formation des talents humains par le biais d'un plan national de formation, ainsi que le renforcement des environnements protecteurs par le biais de la **stratégie nationale du jeu** et des pratiques parentales qui font de la famille le premier espace d'apprentissage.

Pour sa mise en œuvre, *Crecer Juntos* a décentralisé des équipes dans les 14 départements du pays, coordonnant les efforts entre les principaux ministères et agences. Des stratégies ont également été élaborées pour l'intégration scolaire des enfants migrants, rapatriés et affectés par des situations d'urgence.

Enfin, les modalités éducatives ont été élargies pour garantir un meilleur accès à une éducation de qualité. *Crecer Juntos* représente un effort global et coordonné pour transformer les soins à la petite enfance au Salvador, en garantissant l'égalité des chances pour tous les enfants.

Pour visionner l'intégralité de la présentation, cliquez sur ce [lien](#) (Session 1 : min 51 à 1:01)

Honduras: Attention aux enfants ruraux et aux communautés vulnérables. Initiatives inclusives et pédagogiques dans des contextes vulnérables : Belkis Hernández, directrice générale adjointe de l'éducation de base - ministère de l'éducation du Honduras.

La présentation a abordé les efforts et les défis du ministère hondurien de l'éducation pour améliorer les services éducatifs dans les communautés rurales. Diverses initiatives visant à **surmonter les obstacles liés à l'accès, au transport et aux contraintes économiques** ont été mentionnées :

- **Centres communautaires d'éducation pré-base (CCEPREB)** : ces centres s'adressent aux enfants âgés de 5 à 6 ans ou à ceux qui sont sur le point d'atteindre l'âge de 5 ans. Ils opèrent principalement dans les zones rurales et sont dirigés par des éducatrices chargés de développer les contenus de base afin que les enfants acquièrent les compétences nécessaires pour entrer dans la première année de l'éducation pré-base.

- **Commission nationale pour le développement de l'éducation alternative non formelle (CONEANFO)** : le ministère de l'éducation travaille en étroite collaboration avec le ministère de la santé et d'autres entités pour couvrir les besoins éducatifs des enfants âgés de 0 à 3 ans, une période considérée comme une "dette" éducative dans le pays. Grâce à des programmes de stimulation précoce et de garde d'enfants, les mères et les familles sont formées aux questions de développement de l'enfant, en travaillant directement dans les communautés et avec le soutien des municipalités et des centres de santé.
- **Centres d'éducation interculturelle bilingue** : ces centres s'adressent aux communautés indigènes et proposent un enseignement adapté à leur contexte culturel et linguistique. Les enseignants de ces centres sont issus des mêmes communautés, ce qui permet une meilleure compréhension des réalités locales et facilite la contextualisation des contenus éducatifs.
- **Éducation à domicile (EDUCAS)** : dans le cadre de ce programme, une mère ou un tuteur formé enseigne aux enfants qui n'ont pas accès aux écoles voisines. Des modules de matériel leur sont remis afin que les enfants puissent apprendre les étapes fondamentales du développement nécessaires pour entrer dans l'éducation de base.

Dans les centres éducatifs, l'importance des transitions respectueuses et amicales dans la petite enfance est soulignée, en tenant compte non seulement de la sphère éducative, mais aussi des changements émotionnels et sociaux que connaissent les enfants. Des stratégies telles que des réunions entre les enseignants des écoles maternelles et primaires, des visites éducatives pour familiariser les enfants avec leur nouvel environnement et un programme d'études actualisé qui donne la priorité au développement global sont mises en avant.

D'autre part, le travail conjoint avec d'autres secteurs tels que la santé, pour former les parents à la stimulation précoce et améliorer l'alphabétisation des adultes, est mis en évidence. Il existe également des stratégies telles que le programme de repas scolaires, géré par le ministère du développement social (SEDESOL), qui distribue des fonds alimentaires aux écoles, et ce sont les directeurs d'école qui veillent à ce que ces fournitures parviennent aux enfants. Ce programme couvre toutes les écoles, y compris celles situées dans les zones les plus rurales, bénéficiant ainsi à l'ensemble du système éducatif, ainsi qu'aux réseaux éducatifs communautaires, qui soutiennent les familles et les écoles dans les zones rurales. Les efforts visant à améliorer l'infrastructure éducative par le biais de projets de rénovation d'écoles et de création de nouvelles écoles ont été mentionnés.

En outre, des défis ont été soulignés, **tels que le manque de connectivité pour la formation des enseignants, mais l'utilisation de plateformes numériques et les efforts des brigades pour former les enseignants dans les zones reculées ont été mis en évidence.** Le programme "Municipalités championnes de l'éducation", qui implique les municipalités dans l'amélioration des indicateurs éducatifs, a également été présenté.

Enfin, Mme Hernández s'est félicitée des **progrès réalisés dans le domaine de l'éducation préscolaire, tels que l'équipement des centres éducatifs, par exemple en ce qui concerne la fourniture de matériel didactique et de livres scolaires, entre**

autres, et la mise en œuvre de stratégies de lecture et d'écriture dans les salles de classe des écoles maternelles.

Pour visionner l'intégralité de la présentation, cliquez sur ce [lien](#) (Session 2 : min 24 à min 37)

Grenade : Perspectives sur la mise en œuvre du High Scope Curriculum dans l'OECS - Astra Mckenzie, Coordinatrice nationale - OECS - Programme for Educational Advancement & Relevant Learning (PEARL) - Ministère de l'éducation de la Grenade

La présentation traite de la mise en œuvre du programme High Scope dans l'éducation de la petite enfance dans des pays tels que la Grenade, Antigua-et-Barbuda et Saint-Kitts-et-Nevis. Ce programme, basé sur le jeu structuré et l'apprentissage participatif, favorise l'indépendance, la pensée critique et la confiance en soi chez les enfants. Sa structure, qui comprend un cycle de planification, de mise en œuvre et de révision des activités, guidé par des indicateurs clés de développement, est mise en évidence.

Malgré les avantages observés, sa mise en œuvre s'est heurtée à des difficultés, telles que

- **Manque de ressources : les** enseignants rencontrent des difficultés en raison du manque de matériel et d'outils nécessaires à la mise en œuvre efficace du programme d'études.
- **Soutien insuffisant aux enseignants** : Bien que des programmes de formation existent, ils ne sont pas toujours suffisants pour permettre aux enseignants d'acquérir toutes les compétences nécessaires. D'autre part, la mise en œuvre du nouveau programme exige davantage d'observation et d'évaluation, ce qui sollicite davantage le temps des enseignants.
- **Résistance au changement** : le passage d'un modèle traditionnel, centré sur l'enseignant, à un modèle basé sur l'apprentissage participatif a suscité une certaine résistance au sein du système éducatif. Tant de la part des *enseignants*, lorsqu'ils appliquent quelque chose de nouveau, *que de la part des écoles primaires* qui ne sont pas toujours préparées à accueillir des enfants avec de nouvelles compétences, ce qui génère des difficultés dans la transition, et aussi de la part des *parents*, car beaucoup ne considèrent pas le jeu comme une méthode éducative valable et se méfient de son efficacité. Il a donc fallu déployer des efforts considérables pour démontrer que le jeu structuré permet de développer des compétences sociales, émotionnelles et cognitives fondamentales.

D'autre part, il mentionne également un certain nombre d'enseignements tirés de la formation des enseignants et des initiatives de sensibilisation du public, qui sont détaillés ci-dessous :

- **Formation continue et en petits modules** : Plutôt que de s'appuyer uniquement sur des programmes formels de formation des enseignants, la formation a été mise en œuvre tout au long de l'année et dans des formats plus accessibles aux enseignants.
- **Apprentissage collaboratif** : l'enseignement par les pairs et l'étude de leçons ont été promus comme des stratégies clés pour améliorer la formation des enseignants.

- **Supervision et suivi** : les fonctionnaires de l'éducation ont joué un rôle crucial dans le suivi et le soutien des enseignants dans la mise en œuvre du programme d'études.
- **Sensibilisation du public** : les campagnes destinées aux parents ont contribué à susciter le soutien et la compréhension du programme, facilitant ainsi son acceptation et sa mise en œuvre dans l'environnement éducatif.

En conclusion, le rôle du jeu en tant qu'outil pédagogique essentiel a été souligné, avec des initiatives telles que des conférences et des forums pour les responsables éducatifs. En outre, un module de formation sur le jeu a été développé et sera bientôt mis en œuvre, réaffirmant l'importance de cette méthodologie dans l'éducation de la petite enfance.

Pour visionner l'intégralité de la présentation, cliquez sur ce [lien](#) (Session 2 : min 40 à min 49)

Chili : vers une éducation préscolaire complète. Collaboration intersectorielle au Chili : réalisations et défis | Claudia Lagos, sous-secrétaire à l'éducation préscolaire - ministère de l'éducation du Chili

Il présente les progrès et les défis de l'éducation de la petite enfance au Chili, en soulignant l'importance du travail intersectoriel entre l'éducation, la santé et la protection sociale pour assurer le développement complet de la petite enfance. Il souligne la consolidation de l'éducation de la petite enfance avec la création du sous-secrétariat à l'éducation de la petite enfance en 2015, qui a renforcé l'accès et l'équité. Il mentionne également l'évolution du programme Chile Crece Contigo vers Chile Crece Más (2024), en élargissant sa couverture et la coordination intersectorielle pour garantir l'accès aux services essentiels dès la gestation.

Parmi les coordinations intersectorielles qui se distinguent, on peut citer le travail effectué par le ministère de l'éducation en collaboration avec le Conseil national des aides et bourses scolaires (JUNAEB) pour la distribution de nourriture aux élèves, en établissant des lignes directrices diététiques en fonction des besoins de chaque groupe d'âge. La JUNAEB veille également à ce que les fournisseurs respectent les normes de manipulation et de stockage des aliments, garantissant ainsi une nutrition adéquate pour les enfants, y compris l'allaitement maternel. En outre, ces directives tiennent compte de la diversité géographique du pays, en respectant la pertinence territoriale de l'alimentation dans les différentes communautés. Il est important de noter que le système a évolué pour garantir une couverture non seulement pendant l'année scolaire, mais aussi dans les situations d'urgence, telles que les catastrophes naturelles, afin que le service alimentaire continue à fonctionner efficacement.

Il souligne également l'importance d'envisager les transitions dans la petite enfance dans une perspective holistique et intersectorielle. Il met en évidence le fait que les enfants vivent des transitions multiples, non seulement entre les niveaux d'éducation, mais aussi dans leur intégration dans les espaces éducatifs à la maison et dans les contextes de migration. Il souligne la nécessité d'accompagner ces transitions par des politiques publiques avec une approche intersectionnelle, une articulation des programmes et des

pratiques contextualisées. Il souligne également le travail du ministère de l'éducation dans la mise à jour du programme du premier cycle de base et la formation des communautés éducatives afin d'améliorer l'expérience des enfants et de leurs familles dans ces processus.

D'autre part, des développements clés au sein du système sont mentionnés, notamment les suivants :

- **Accès prioritaire à l'éducation précoce** pour les 60% les plus vulnérables du pays.
- **Soins de santé mentale pour les enfants à partir de l'âge de 3 ans**, en collaboration avec les secteurs de la santé et de l'éducation.
- **Développement de matériels inclusifs**, tels que des pictogrammes pour les enfants autistes.
- **Le kit de santé complet**, créé avec le ministère de la santé pour renforcer le bien-être des enfants et l'apprentissage précoce.
- **Le programme de soutien aux nouveau-nés et le programme de soutien au développement biopsychosocial** ont bénéficié à des milliers d'enfants et de familles.

Malgré ces progrès, d'importants défis ont également été identifiés :

- **Étendre la couverture avec équité territoriale et sociale**, en veillant à ce que tous les enfants aient accès à une éducation de qualité.
- **Renforcer l'articulation territoriale** pour mieux répondre aux besoins locaux.
- **Assurer la pérennité du modèle intersectoriel** au-delà des changements de gouvernement.
- **Profiter de la politique nationale pour l'enfance et l'adolescence 2024-2032** pour consolider les progrès dans le domaine de la petite enfance.

En conclusion, la nécessité de continuer à approfondir la coordination entre les secteurs et de renforcer l'approche globale de l'éducation préscolaire afin de garantir le bien-être et le développement des enfants au Chili a été soulignée.

Pour visionner la présentation complète, cliquez sur ce [lien](#) (Session 2 : min 10 à min 22)

Réflexions finales

L'OCDE souligne l'**importance** croissante **accordée à l'intersectorialité et à la collaboration**, en insistant sur le rôle stratégique des écoles en tant que porte d'entrée pour les familles. Elle souligne que ces espaces pourraient être mieux utilisés en tant que centres de liaison avec d'autres services, facilitant la communication entre les professionnels de l'enfance, les familles et les communautés. En ce sens, ces centres disposent d'un potentiel inexploité pour élargir l'accès à des services complémentaires et encourager une plus grande participation à l'éducation de la petite enfance.

Pour sa part, l'**UNICEF** souligne l'**utilisation des données** et l'expérience du Guatemala en matière d'inclusion de l'éducation de la petite enfance dans son système national

d'indicateurs de l'éducation, en insistant sur l'importance de rendre l'éducation préscolaire visible et sur son impact sur d'autres domaines tels que la nutrition à l'école. Il est souligné que ces données ont permis de mieux comprendre la situation des enfants et leurs mouvements de population saisonniers. La pertinence de l'utilisation des données pour éclairer les décisions politiques et améliorer les interventions éducatives et sociales a également été soulignée. Il est donc nécessaire de renforcer la collecte et l'analyse des données pour éclairer les débats et les politiques en matière d'éducation, en améliorant la qualité, l'inclusion et l'équité des services offerts, sur la base d'une collaboration, de partenariats stratégiques et d'un financement efficace.

En ce qui concerne la **gouvernance et le financement de** l'éducation de la petite enfance, le **GPE** souligne que les fonds nationaux alloués à ce sous-secteur sont faibles. Le défi de compter sur des financements externes ou des solutions innovantes comme approche unique pour résoudre les problèmes liés aux pratiques d'éducation et d'accueil de la petite enfance est soulevé, soulignant que la durabilité et l'extensibilité ne peuvent être atteintes que par un investissement gouvernemental accru et un regard stratégique sur la conception et la mise en œuvre des politiques publiques plutôt que par des initiatives isolées.

L'OMEP souligne l'**importance du dialogue** entre les différentes organisations œuvrant pour la petite enfance dans la région. Il est souligné que la responsabilité d'améliorer l'éducation et le bien-être des enfants incombe à tous, du monde universitaire aux organisations non gouvernementales et aux syndicats. Bien que la dette envers la petite enfance soit encore importante, il est souligné que les espaces d'échange génèrent de l'espoir et peuvent être transformés en actions concrètes pour améliorer les conditions et l'accès à l'éducation dans les premières années de la vie. Enfin, il est vivement recommandé de continuer à favoriser les dialogues constructifs, à partager les initiatives et à unir les efforts pour développer des actions significatives en faveur des enfants, en particulier au cours de leurs trois premières années de vie.

Dans le domaine académique, **l'UWI** souligne l'importance de **promouvoir et de rendre visibles ces initiatives**, car il n'y a souvent pas d'accès à l'information sur ce qui se passe dans les pays voisins. Enfin, il insiste sur la nécessité de continuer à collaborer pour renforcer l'éducation de la petite enfance en Amérique latine et dans les Caraïbes, soulignant que ce travail est crucial pour le développement et le bien-être des enfants de la région.

L'OECD souligne l'importance de poursuivre les **efforts conjoints** pour renforcer l'éducation de la petite enfance dans le monde entier. Elle mentionne la nécessité d'améliorer la transition entre la petite enfance et l'enseignement primaire et de rendre l'éducation parentale plus inclusive et personnalisée. En outre, elle souligne l'importance de renforcer l'intersectorialité, en transformant l'éducation de la petite enfance en un écosystème plus large qui intègre tous les acteurs clés, parmi lesquels il est essentiel d'inclure les parents.

Au **Salvador**, l'importance d'une **politique intersectorielle** garantissant le droit fondamental à l'éducation comme base d'une prise en charge globale est soulignée. Il souligne la nécessité d'offrir une variété de modalités d'éducation précoce adaptées aux besoins des enfants, de leurs familles et de leur environnement. Il appelle également au renforcement de la formation et de la gestion des connaissances, en favorisant l'échange de bonnes pratiques en Amérique latine et dans les Caraïbes.

L'expérience **chilienne** montre qu'il est essentiel de garantir non seulement l'accès, mais aussi la **participation pleine et entière des enfants** à l'éducation préscolaire, dans le respect de leurs particularités. Elle souligne le rôle fondamental du jeu en tant que langage de l'enfance et met en garde contre le risque de surscolarisation des processus d'apprentissage dans les premiers niveaux de l'éducation formelle. Elle souligne également la nécessité pour les écoles d'adopter et de poursuivre des approches pédagogiques appropriées à ce stade. Enfin, il est proposé de créer un répertoire de lignes directrices techniques et de connaissances communautaires pour renforcer l'éducation préscolaire.

Dans le cas du **Honduras**, l'accent est mis sur l'importance d'être les **garants des soins et de l'éducation des enfants, en** soulignant à la fois le rôle des éducateurs et la voix des enfants eux-mêmes. La nécessité de créer des stratégies pour soutenir les enseignants et les personnes qui s'occupent des enfants est également soulignée. Le projet d'amélioration de la qualité de l'éducation préscolaire a permis de développer une formation diplômante pour renforcer l'enseignement préscolaire.

Enfin, **la Grenade** souligne l'importance d'**investir dans l'éducation de la petite enfance** pour prévenir les difficultés aux niveaux d'éducation ultérieurs. Elle souligne la nécessité d'élaborer des politiques éducatives solides et de promouvoir le travail intersectoriel, comme c'est le cas à la Grenade, en collaborant avec différents ministères. Il mentionne la coopération avec le ministère du développement social pour la prise en charge des enfants âgés de 0 à 3 ans, avec le ministère de l'agriculture pour la fourniture d'aliments nutritifs et avec le ministère de la santé pour l'amélioration de la qualité des services d'éducation de la petite enfance. L'accent est mis sur le fait qu'une éducation de qualité nécessite à la fois des investissements et une collaboration.

Annexe : Documents pertinents

OCDE

- [Starting Strong VIII: Reducing Inequalities by Investing in Early Childhood Education and Care](#)
- [Des volumes qui démarrent fort](#)

UNICEF

- [ECD and the next 1000 days](#)
- [Convención sobre los derechos del niño](#)

- [Agenda regional para el desarrollo integral de la Primera Infancia](#) (El Diálogo)
- [Políticas de Primera Infancia en América Latina](#) (El Diálogo)
- [Declaración del Segundo Foro Regional para el Desarrollo Integral de la Primera Infancia](#) (El Diálogo)
- [Página Web para el enfoque de Cuidado para el Desarrollo Infantil \(CDI\)](#)
- [De los primeros 1000 días a un futuro resiliente](#)
- [Enfrentar la desigualdad en la primera infancia](#) (CEPAL)
- [Construir para que perdure](#)

GPE-IDRC

- [Early Learning: A Research Synthesis](#)
- [Every Child Deserves Access to Quality Early Childhood Education \(Infographic\)](#)
- [ECE Accelerator Toolkit](#)
- [Add today, multiply tomorrow\)](#)

OECS

- [OECS Education Sector Strategy 2012 to 2026](#)
- [OECS Regional Education Statistical Digest 2022 - 2023](#)
- [OECS Regional Education Statistical Digest 2021 - 2022](#)
- [OECS Regional Education Statistical Digest 2020 - 2021](#)

Ministère de l'éducation du Salvador

- [Site web sur la petite enfance](#)
- [Politique "Grandir ensemble](#)
- [Bibliothèque de la petite enfance](#)
- [Stratégie de jeu pour la petite enfance](#)

Ministère de l'éducation du Honduras

- [Plan d'universalisation de l'enseignement pré-baccalauréat](#)
- [Programme "Municipalités championnes de l'éducation](#)
- [Commission nationale pour le développement de l'éducation alternative non formelle \(CONEANFO\)](#)

Ministère chilien de l'éducation

- [Site web du sous-secrétariat à l'éducation parascolaire](#)
- [Politique nationale pour les enfants et les adolescents et son plan d'action 2021-2032](#)
- [Le Chili développe davantage de programmes](#)
- [Kit de santé intégrale](#)